



Demande d'émancipation

(Articles 413-2, 413-3 et 413-4 du code civil)

Vous souhaitez que votre enfant mineur âgé d'au moins 16 ans placé sous votre autorité soit émancipé.

Attention : la demande d'émancipation que vous allez remplir peut être renseignée par différentes personnes. Selon votre qualité, veuillez ne remplir que les rubriques qui vous concernent.

Nous vous invitons à lire attentivement **la notice** avant de remplir ce **formulaire**.

Vous voudrez bien cocher les cases correspondant à votre situation, renseigner les rubriques qui s'y rapportent, joindre les pièces justificatives nécessaires, dater et signer ce formulaire.

Votre qualité :

Vous êtes :

- Les deux parents du mineur,
- L'un des deux parents du mineur

Identité du mineur :

Son nom de famille :

Son nom d'usage :

Ses prénoms :

Sa date et son lieu de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_| à

Sa (ses) nationalité(s) :

Son adresse actuelle :

Code postal |__|__|__|__|__| Commune : _____ Pays : _____

Le mineur a-t-il fait l'objet d'une décision judiciaire d'abandon ? Si oui, indiquer la date du jugement :

Identité des parents :

I Père Mère

Nom de famille : _____

Nom d'usage (exemple : nom d'épouse ou d'époux) : _____ Prénoms : _____

Date et lieu de naissance : |__|__|__|__|__|__| à _____

Nationalité(s) : _____

Profession : _____

Adresse : _____

Code postal |__|__|__|__|__| Commune : _____ Pays : _____

Adresse électronique : _____@_____

Numéro de téléphone : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Le parent a-t-il fait l'objet d'un retrait de l'autorité parentale ? oui non
Si oui, l'autorité parentale a été retirée par une décision de _____ (préciser la
jurisdiction) _____ en date du |__|__|__|__|__|__|

Le parent est-il décédé ? oui non

Si oui, veuillez indiquer sa date de décès : |__|__|__|__|__|__|

II Père Mère

Nom de famille : _____

Nom d'usage (exemple : nom d'épouse ou d'époux) : _____

Prénoms : _____

Date et lieu de naissance : |__|__|__|__|__|__| à _____

Nationalité(s) : _____

Profession : _____

Adresse : _____

Code postal |__|__|__|__|__| Commune : _____ Pays : _____

Adresse électronique : _____@_____

Numéro de téléphone : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Le parent a-t-il fait l'objet d'un retrait de l'autorité parentale ? oui non
Si oui, l'autorité parentale a été retirée par une décision de _____ (préciser la
juridiction) _____ en date du |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Le parent est-il décédé ? oui non
Si oui, veuillez indiquer sa date de décès : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Votre demande :

Vous demandez **au juge des tutelles des mineurs** du tribunal de grande instance de :
Code postal |_|_|_|_|_|_|_|_| Commune :

(voir notice « à qui adresser votre demande »)

l'émancipation du mineur.

Motifs de votre demande :

Veuillez exposer ci-dessous les motifs qui justifient votre demande :

Attention : Cette page est à remplir uniquement en cas de demande conjointe des parents.

Votre consentement concernant la transmission par voie électronique des avis adressés par le greffe du tribunal

Nous acceptons que les avis utiles à la présente procédure nous soient adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse suivante :

_____@_____

Nous sommes informés que notre consentement **peut être révoqué à tout moment** par déclaration orale au greffe de la juridiction saisie ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au même service.

Nous avons bien noté qu'en cas de demande de révocation par lettre recommandée avec accusé de réception, notre révocation prendra effet à compter de la réception du courrier par le greffe.

Nous avons bien noté que nous devons signaler au service saisi de notre affaire tout changement d'adresse de messagerie.

Nous avons bien noté que nous devons signaler au même service toute circonstance ne nous permettant pas de consulter notre messagerie électronique de manière durable. Dans ce cas, **nous savons qu'il nous est recommandé de révoquer notre consentement.**

Article 748-8 du CPC : Par dérogation aux dispositions du présent titre, lorsqu'il est prévu qu'un avis est adressé par le greffe à une partie par tous moyens, il peut lui être envoyé au moyen d'un courrier électronique ou d'un message écrit, transmis, selon le cas, à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qu'elle a préalablement déclaré à cette fin à la juridiction.

*Cette déclaration préalable mentionne le consentement de cette partie à l'utilisation de la voie électronique ou du message écrit transmis au numéro de téléphone, pour les avis du greffe transmis dans l'instance en cours, à charge pour elle de signaler toute modification de son adresse électronique ou de son numéro de téléphone. **Ce consentement peut être révoqué à tout moment.****

* En cas de demande de révocation, vous pouvez télécharger et imprimer le formulaire de « Consentement à la transmission par voie électronique des avis du greffe » dans l'onglet droit et démarche formulaire pour les particuliers, action en justice (<http://www.vos-droits.justice.gouv.fr/>) ou retirer ce formulaire au greffe de la juridiction que vous avez saisie. Ce formulaire, téléchargé et rempli par vos soins, pourra être déposé au greffe ou adressé au greffe par lettre recommandée avec accusé de réception.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR :

Nous soussignés (Prénom et Nom) _____ et _____
certifions sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire **sont** exacts.

Fait à: _____ Le |_|_|_|_|_|_|_|

Signature des deux parents

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.

Attention : Cette page est à remplir uniquement en cas de demande formulée par un seul des deux parents.

Votre consentement concernant la transmission par voie électronique des avis adressés par le greffe du tribunal

J'accepte que les avis utiles à la présente procédure me soient adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse suivante :

_____@_____

Je suis informé que mon consentement **peut être révoqué à tout moment** par déclaration orale au greffe de la juridiction saisie ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au même service.

J'ai bien noté qu'en cas de demande de révocation par lettre recommandée avec accusé de réception, ma révocation prendra effet à compter de la réception du courrier par le greffe.

J'ai bien noté que je dois signaler au service saisi de mon affaire tout changement d'adresse de messagerie.

J'ai bien noté que je dois signaler au même service toute circonstance ne me permettant pas de consulter ma messagerie électronique de manière durable. Dans ce cas, **je sais qu'il m'est recommandé de révoquer mon consentement.**

Article 748-8 du CPC : Par dérogation aux dispositions du présent titre, lorsqu'il est prévu qu'un avis est adressé par le greffe à une partie par tous moyens, il peut lui être envoyé au moyen d'un courrier électronique ou d'un message écrit, transmis, selon le cas, à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qu'elle a préalablement déclaré à cette fin à la juridiction.

*Cette déclaration préalable mentionne le consentement de cette partie à l'utilisation de la voie électronique ou du message écrit transmis au numéro de téléphone, pour les avis du greffe transmis dans l'instance en cours, à charge pour elle de signaler toute modification de son adresse électronique ou de son numéro de téléphone. **Ce consentement peut être révoqué à tout moment.****

* En cas de demande de révocation, vous pouvez télécharger et imprimer le formulaire de « Consentement à la transmission par voie électronique des avis du greffe » dans l'onglet droit et démarche formulaire pour les particuliers, action en justice (<http://www.vos-droits.justice.gouv.fr/>) ou retirer ce formulaire au greffe de la juridiction que vous avez saisie. Ce formulaire, téléchargé et rempli par vos soins, pourra être déposé au greffe ou adressé au greffe par lettre recommandée avec accusé de réception.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR :

Je soussigné(e) (Prénom et Nom) _____ certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire **sont** exacts.

Fait à : _____ Le |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.